

Edition

Des auteurs africains publiés en Europe, réédités par des maisons africaines

Le retour des "oiseaux migrants"

Les livres du Sud pourraient être comme des oiseaux migrants: publiés au Nord, en Europe, on voudrait qu'ils reviennent au Sud. C'est ce qu'avait fait le CCME pour les Marocains du Monde à l'occasion du salon du livre de Casablanca. C'est ce qu'avait fait auparavant l'éditeur casablancais Tarik Editions avec l'éditeur tunisien, les éditions Cérès, pour les œuvres du poète marocain Mohammed Khaïr-Eddine en 2002.

L'Alliance internationale des éditeurs indépendants qui regroupe 85 maisons d'édition de 47 pays, mène une action similaire de coédition entre éditeurs africains, dans une collection intitulée Terres Solidaires, des ouvrages d'auteurs africains déjà édités en Europe.

L'avantage de l'opération c'est de rendre disponibles des livres qui ne sont pas distribués dans le réseau des librairies africains en appliquant, en plus, un prix relativement abordable (40 Dh pour le Maroc).

Partis hors des frontières nationales à la rencontre d'autres horizons et publics, leur reprise par l'Alliance permet à ces auteurs de toucher un public africain, d'autant qu'ils font partie intégrante de l'Afrique par les thèmes des œuvres et le souci qui les fondent. Quoique partis en exil, les auteurs écrivent toujours en regardant vers l'Afrique dont ils tirent d'ailleurs une teneur littéraire spécifique, enrichissant la langue d'accueil, le français en l'occurrence.

Les livres de la dernière livraison ont été publiés (confection et impression) par les éditions Barzakhi en Algérie et sont ensuite distribués, en même temps, au Maroc (Editions Le Fennec à Casablanca), au Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Congo-Brazzaville, Mali, Rwanda et Ghana. Il s'agit de deux livres, un recueil de nouvelles, «Jazz et vin de palme» du Congolais, immigré aux USA, Emmanuel Dongala et un roman «Kaveena» du Sénégalais Boubacar Boris Diop, résidant à Tunis. Ce sont des ouvrages parus en France, en 2002 pour le recueil de Dongala et 2006 pour le roman de Boris Diop (Philippe Rey). Malgré les années écoulées après la première édition, ils gardent leur fraîcheur du premier jour. Ils sont donc repris après

achat de droits pour les remettre entre les mains du lecteur africain.

Dans les textes d'Emmanuel Dongala, on retrouve cette verve toute africaine, pleine de grands éclats de rire dans l'évocation de la tragédie même. Plusieurs histoires où souvent sont prises à partie, dans un humour caustique mordant, ces révolutions «scientifiques, dialectiques» sur fond de guerre froide qui cherchaient à faire table rase, avec violence, de la culture ancestrale africaine pour inventer un homme nouveau. Au passage, sont mis à l'index tyrannie, arbitraire, dictature et amnésie.

Dans la nouvelle «A love suprême» c'est un autre univers celui, de la musique, un hommage au grand musicien de Jazz, le saxophoniste américain John Coltrane, sa quête de la perfection, de l'absolu, son rêve d'aller toujours plus loin en faisant reculer les frontières du possible. Pourtant, ce désir d'absolu n'empêche pas un engagement particulier à travers l'art pour dénoncer l'injustice faites aux Noirs aux Etats-Unis durant le XXème siècle.

Pour Boubacar Boris Diop, avec le roman «Kaveena» c'est une saga pleine de feu et de sang, de bruits et de fureur, autour d'un chef d'Etat, dictateur, Nzo Nikiema, qui tout au long du roman, essaie de se disculper de l'assassinat de la fillette Kaveena à travers l'écriture de lettres adressées à sa mère. Le narrateur est le responsable de la police, le colonel Asante Kroma. L'écriture est d'une superbe densité. D'une dérision et lucidité féroces. Contrairement à Dongala, ici c'est le capitalisme de l'ancien colonisateur qui est pris à partie à travers la société de monopole d'exploitation de mines d'or la Cogemim.

Le dictateur aux abois, pantin désarticulé entre les mains du manipulateur, l'ancien colonisateur Pierre Castaneda, reclus, caché dans son bunker, écrit des lettres à sa jeune maîtresse Mumbi, artiste peintre.

Dans sa présentation de la collection, Etienne Galliard, au nom de l'Alliance des éditeurs indépendants, en parlant du phénomène de l'exode des compétences de l'Afrique, cite les résultats d'une



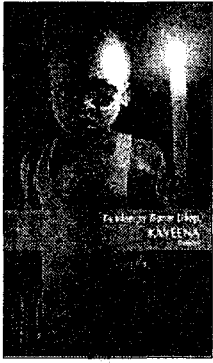
étude de l'Unesco où l'on dit «qu'il y a plus de cadres africains qui travaillent aux Etats-Unis qu'en Afrique» et que «depuis le début des années 90, l'Afrique verrait 20 mille cadres africains quitter annuellement son sol...».

Les auteurs aussi se retrouvent dans cet exode, ainsi que leur livres, pour diverses raisons, soit pour poursuivre des études, soit pour des raisons politiques. Galliard cite les cas de Alain Mabankou, Abdourahman Wabéri qui quitte Djibouti en 1983, Fatou Diome, Kossou Efovi qui quitte le Togo après la répression estudiantine des années 80, Emmanuel Dongala avec son départ forcé du Congo-Brazzaville plongé dans le chaos, Ken Bugul, Boris Diop ou Véronique Tadjo. Ces Africains du Monde expatriés pour diverses raisons seraient heureux de voir leurs œuvres rapatriées.

«... la littérature africaine ne peut-elle pas être un oiseau migrateur, qui ayant nidifié là-bas (Europe), revient ici (Afrique), appartenant indifféremment aux deux territoires et partout présente? » conclut Galliard.

Saïd AFOULOUS

«Jazz et vin de palme» nouvelles d'Emmanuel Dongala, et «Kaveena» roman de Boubacar Boris Diop, Alliance internationale des éditeurs indépendants, éditions Le Fennec (Casablanca) pour le Maroc, 40 DH.



Edition

Des auteurs africains publiés en Europe, réédités par des maisons africaines

Le retour des "oiseaux migrateurs"

Entretien avec l'écrivain sénégalais
Boubacar Boris Diop:

«Trop de barrières subsistent des deux côtés du Sahara, mais aussi entre Africains anglophones, francophones et lusophones»



Boubacar Boris Diop, romancier sénégalais, professeur de philo et journaliste, est actuellement installé au Maghreb (Tunisie). Il s'est fait connaître par une écriture abouchée à la réalité africaine. Après plusieurs romans dont «Le Cavalier et son ombre», «Le Livre des ossements» sur le génocide du Rwanda, il s'est distingué par l'écriture d'un roman «Doomi Golo» en langue nationale wolof, axé sur la transmission de l'héritage ancestral. Son roman «Kaveena» (2006) qui parle d'une dictature sanguinaire engluée dans le néocolonialisme, a fait l'objet d'une coédition entre éditeurs africains par le biais de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants à laquelle des éditeurs marocains font partie. Une coédition qui permet au livre d'être à la portée du lecteur africain. Dans l'entretien suivant, il nous confie ce que lui évoque sa rencontre avec le public marocain grâce à cette coédition, de son expérience d'écriture en langues nationales, de l'engagement et des espoirs de l'écrivain africain.

L'Opinion: Pour l'opération de l'Alliance des éditeurs indépendants, «Kaveena» c'était votre choix ?

Boubacar Boris Diop: Non, l'Alliance a un comité de lecture qui décide, à l'insu des auteurs, du livre à publier. C'est une initiative très louable, elle rapproche l'écrivain africain de son public en contournant de façon intelligente les dures contraintes du marché. A présent, quand des lecteurs, surtout les jeunes, m'écrivent de Cotonou ou de Yaoundé, celui de mes romans dont ils me parlent le plus, c'est Kaveena.

L'Opinion: Qu'est-ce que cela vous fait d'être en contact avec des lecteurs marocains ?

B. B. Diop: C'est quelque chose de très précieux et il serait bien également que les journaux sénégalais

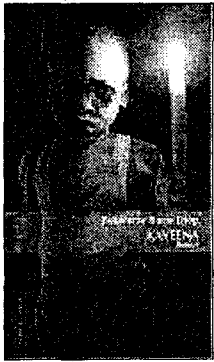
parlent davantage des auteurs marocains. Je suis installé en Tunisie où la presse rend régulièrement compte de mon travail littéraire et cela me permet d'avoir constamment à l'esprit tout ce que les intellectuels du Maghreb et d'Afrique subsaharienne ont en commun. Trop de barrières subsistent des deux côtés du Sahara, mais aussi entre Africains anglophones, francophones et lusophones. Nous ne nous parlons pas assez, je trouve. Nos chefs d'Etat et nos ministres se rencontrent plus souvent et se connaissent mieux que nous autres écrivains et artistes. Après, on s'étonne que l'Afrique soit si mal en point!

L'Opinion: L'engagement pour les langues nationales est-ce aussi l'affaire des écrivains et poètes africains pour faire aimer les langues orales en opérant une heureuse transition vers l'écrit ?

Est-ce pas que les créateurs doivent être à la

hauteur du génie de ces langues pour les faire découvrir et aimer face à l'hégémonie des langues internationales ?

B. B. Diop: Je ne me bats contre aucune langue, pas même contre celle de l'ancien colonisateur. Je déteste cette idée. Je suis à l'aise en français et en anglais et je compte me mettre très vite à l'arabe. Mais je sais aussi que certaines émotions, je ne pourrai les exprimer que dans ma langue maternelle. Et de toute façon, au Sénégal, la lutte pour le développement du pulaar, du wolof et du joolaa relève plus d'une nécessité éducative pratique que de l'idéologie. Je m'explique: ayant vécu de 2006 à 2008 au Mexique, j'ai pu comparer la conquête espagnole et la colonisation française. Les Espagnols ont conquis des territoires, s'y sont installés et ont imposé avec une violence inouïe leur religion et leur langue. Ils n'ont vraiment pas eu d'état d'âme. Aujourd'hui au Mexique, comme dans toute l'Amérique Latine, la question est réglée, tout le monde est catholique et parle espagnol, même si certaines langues indiennes refusent de se résigner à une aussi terrible fatalité. Chez nous, ça a été différent. Le colonisateur français a réservé sa langue à une élite en se disant que cette dernière tirerait avec elle le reste de la société. Et pendant longtemps, on a eu l'illusion, surtout avec Senghor, que cela fonctionnerait très bien. Aujourd'hui, nous sommes dans une impasse typiquement kafkaïenne parce que selon les derniers chiffres, 95% des Sénégalais ne comprennent pas, ne peuvent pas lire et ne peuvent pas écrire le français. Ils pratiquent le wolof au quotidien, mais la langue officielle reste le français. Et je crois même pouvoir dire que les 5% qui sont supposés parler et comprendre le français se débrouillent en fait très



Edition

Des auteurs africains publiés en Europe,
réédités par des maisons africaines

Le retour des "oiseaux migrants"

mal. Le niveau est de plus en plus faible, y compris à l'université et à mon avis, nous ne pouvons pas continuer à perdre ainsi sur les deux tableaux. Je veux dire par là que c'est suicidaire de négliger le wolof qui est si largement utilisé dans notre pays tout en sachant bien que nous n'avons pas les moyens d'un enseignement de qualité en français.

L'Opinion: En pratique comment s'est effectuée le travail du passage de l'oral vers l'écrit pour «Doomi Golo», vous dites que c'est plus aisé et quelle a été la réception de la part du public ?

B. B. Diop: A ma grande surprise, ça a été très facile. Je pensais au début que je n'y arriverais jamais. Après tout, j'ai fait toutes mes études en français. Je suis de la génération du «Lagarde et Michard» et je me suis tapé comme tout un chacun les auteurs classiques de l'Hexagone. Et puis, à quinze ans, j'écrivais mon premier roman en français. C'était donc en principe beaucoup plus facile d'écrire dans cette langue qu'en wolof. Mais cela a été tout à fait le contraire. Le texte coulait de lui-même parce que je me contentais de répercuter les sonorités entendues autour de moi ou même des voix remontrant de ma plus lointaine enfance. Un roman, c'est avant tout de la parole, ça se tisse avec les bruits de la vie et de la mémoire, pas avec les mots inertes du dictionnaire. En somme ma mère, morte depuis longtemps, parlait, et moi je transcrivais son souffle en m'efforçant de ne pas être trop maladroit.

L'Opinion: Vous ne semblez pas avoir récidivé par la suite, pourquoi ? Avez-vous l'intention de revenir à la charge ?

B. B. Diop: Vous touchez là un point important. Les textes en pulaar ou en wolof existent mais les éditeurs en langues nationales, qui vont à contre-courant, n'ont pas les moyens de les publier. Les autorités de nos pays ne semblent pas mesurer l'importance de la question linguistique. Seydou Ndiaye, le directeur de Papyrus, a mes manuscrits et ceux d'autres auteurs mais il a du mal à les éditer. Voilà le gros problème: on écrit mais ça dort dans les tiroirs et puisque c'est plus facile de publier en français, on y va et cela donne l'impression que seule cette langue étrangère nous convient. C'est du reste une vieille histoire. Bakary Diallo est par exemple considéré comme le père de la littérature africaine d'expression française avec son livre «Force-Bonté» paru dans les années 20.

Eh bien, avant cela, il avait écrit des poèmes magnifiques en pulaar, sa langue maternelle, sans réussir à se faire publier. La même mésaventure est arrivée dans les années 60 à Cheik Aliou Ndao, un de nos plus grands auteurs en français et en wolof. Si nos politiques avaient aujourd'hui la clairvoyance de donner des moyens aux éditeurs en langues africaines, le combat linguistique cesserait très vite, faute de combattants.

L'Opinion: A propos de votre expérience du Rwanda dans «Murambi, le livre des ossements», pensez-vous que la littérature peut agir sur la réalité ou simplement permettre de comprendre, d'espérer et de vivre ? Autrement dit, quel engagement pour l'écrivain africain aujourd'hui ?

B. B. Diop: Ce livre est important dans mon parcours puisqu'il a fallu que j'aille au Rwanda pour

faire l'objet d'une lecture particulière, qu'il faut la situer dans un contexte historique précis et déterminer les jeux de pouvoir internes et externes qui l'ont produite. Etre un intellectuel engagé aujourd'hui c'est savoir élucider ces mécanismes, c'est se tenir le plus loin possible d'un discours afro-pessimiste réducteur et complexé. De ce point de vue, le génocide des Tutsi du Rwanda a été un douloureux cas d'école.

L'Opinion: L'immigration hors de l'Afrique est-ce une fatalité bien africaine car on parle, depuis le début des années 90, de 20 mille cadres africains qui immigreront vers d'autres continents et de plus de cadres africains aux Etats-Unis, plus qu'il n'y en a dans toute l'Afrique ?

B. B. Diop: Franchement, cela m'étonnerait qu'il y ait plus de cadres africains aux Usa que dans toute

Chaque crise sur le continent doit faire l'objet d'une lecture particulière, la situer dans un contexte historique précis et déterminer les jeux de pouvoir internes et externes qui l'ont produite. Etre un intellectuel engagé aujourd'hui, c'est savoir élucider ces mécanismes, c'est se tenir le plus loin possible d'un discours afro-pessimiste réducteur et complexé.

mieux comprendre le rôle et les responsabilités de l'écrivain, qu'il soit africain ou non, d'ailleurs. Le Rwanda, c'est un petit pays dans lequel pendant trois mois, chaque jour et sans interruption, on a tué dix mille personnes, l'équivalent, encore une fois chaque jour, de trois ou quatre fois le bilan de l'attentat du 11 septembre... Et moi qui étais à la fois écrivain, professeur de philosophie et journaliste, je n'ai rien compris à une tragédie aussi gigantesque. Pourquoi un tel aveuglement ? C'est juste parce que j'avais une lecture abstraite des problèmes du continent. Comme tant d'autres, je le considérais comme le cœur des ténèbres, le lieu privilégié de toutes les violences ; vous savez, ce discours dévalorisant de l'Autre que l'on finit par intégrer à sa propre façon de penser. Ainsi, lorsqu'il se produit un événement quel que part, on s'en débarrasse avec un petit haussement d'épaules. On détourne le regard. On est gêné. On ne va pas y voir de plus près. Ce que le Rwanda m'a appris, c'est que chaque crise sur le continent doit

l'Afrique. Vous savez, tout le monde n'est quand même pas parti ! Je suis d'ailleurs à peu près sûr que ces émigrés de luxe sont moins nombreux là-bas que les seuls cadres marocains au Maroc ! Cela dit, le problème de la fuite des cerveaux est très sérieux. Il y a quelques années, les cadres s'exilaient pour des raisons politiques. Aujourd'hui, ça va plutôt mieux de ce côté-là et il suffirait d'améliorer un tant soit peu l'environnement professionnel pour qu'ils reviennent se mettre au service de leur pays. Ce n'est jamais de gaieté de cœur que l'on reste à l'étranger où, même en étant mieux payé, on se sent tout juste toléré et souvent peu respecté.

L'Opinion: Sur quels projets vous travaillez actuellement ?

B. B. Diop: Je suis en ce moment Writing Fellow à l'université Witwatersrand de Johannesburg. J'y séjourne pendant un semestre pour travailler sur un roman-vérité intitulé Capitaine Mbaye Diagne. C'est l'histoire, absolument authentique du reste, d'un jeune «Casque bleu» sénégalais qui a décidé, dès le début du génocide des Tutsi du Rwanda, de sauver autant de personnes que possible. Il savait qu'il risquait ainsi sa vie et il est effectivement tombé le 31 mai 1994, à la fleur de l'âge. C'était un homme admirable. Ce livre me permet de souligner que si un génocide révèle ce qu'il y a de plus démoniaque chez l'être humain, il peut également nous donner à admirer ce qu'il y a de meilleur en lui.

Propos recueillis par
Saïd AFOULOUS